

Unité départementale du Haut-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg , le 10/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANisation HILD (ex ALBERT HILD)

rue de la 5ème DB

68320 JEBSHEIM

Références : 67_0681_24022022_GALVAHILD_INSP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement GALVANisation HILD (ex ALBERT HILD implanté rue de la 5ème DB 68320 JEBSHEIM. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANisation HILD (ex ALBERT HILD)
- rue de la 5ème DB 68320 JEBSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD : oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositifs de rétention
- Moyens incendies

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	fait susceptible de mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cuves et chaînes de traitement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > III.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité et un fait susceptible de mise en demeure ont été relevés. Ces constats appellent à des réponses de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cuves et chaînes de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6 > III.					
Thème(s) : Risques accidentels, rétention					
Prescription contrôlée : III. - Cuves et chaînes de traitement : Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. Au vu des éléments de l'étude de dangers et compte tenu des caractéristiques des bains et des matières traitées, l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit, le cas échéant, l'obligation pour l'exploitant d'installer un dispositif de vidange ou de transvasement dont la mise en œuvre est quasi immédiate en cas de situation accidentelle (emballement de réaction, émissions gazeuses dangereuses, réactions exothermiques...).					
Constats : Les produits utilisés pour le traitement de surface sont les suivants: -dégraissant ZINCAREV D2AE (0,4 %), -dégraissant LERABILT 1232 (0,2 %), -fluxage JTECH FLUX 2800 (500/550gr/l), -décapage acide chlorhydrique 12/15%, -Zinc en fusion,					
L'exploitant a fourni un tableau récapitulant les volumes de rétention pour chaque bain de traitement.					
L'intégralité des bains de traitement sont sur rétention. Les volumes de rétention sont conformes. Les rétentions ne recueillent pas de substances incompatibles. Les substances utilisées sont essentiellement des produits acides.					
	Désignation bains	Produit de traitement	Volume utile (m³)	Volume total (m³)	Volume Rétention (m³)
Grande Galva	A41	Décapage acide	31,50		
	A42	Décapage acide	31,50		
	Z41	Dézingage acide	18,39		
	Z42	Dézingage acide	18,39	160,89	299,51
	A45	Décapage acide	20,24		
	A46	Décapage acide	20,38		
	A47	Décapage acide	20,49		
	A43	Décapage acide	25,28		
	A44	Décapage acide	25,20	50,48	39,87
	R41	Fluxage acide	27,20		
Petite Galva	F41	Rinçage acide	27,35	54,55	50,6
	D41	Dégraissage acide	26,42	26,42	80,24
	ZINC	Zinc en fusion	26,75	26,75	102 (sous sol)
	A51	Décapage acide	13,53		
	A52	Décapage acide	13,53		
	F51	Rinçage acide	13,44	54,03	88,64
	R51	Fluxage acide	13,53		
	A53	Décapage acide	13,58		
	Z51	Dézingage acide	10,74	24,32	28,42
	D51	Dégraissage acide	15,10	15,10	19,34
	ZINC	Zinc en fusion	6,80	6,80	28,8 (sous sol)
Les rétentions sont inspectées par l'exploitant une fois par an et une inspection approfondie a lieu tous les cinq ans. De la résine est employée, le cas échéant, pour recouvrir les défauts.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

Nom du point de contrôle : IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant indique que les rétentions des eaux incendies sont réalisées par le dénivellement des cours bitumées autour des installations. Des merlons sont positionnés en périphérie des cours bitumées. Ces merlons ne ceinturent pas l'intégralité du site. Le volume total des rétentions a été demandé et il n'a pas été communiqué. Des bouchons adaptés sont maintenus à disposition de chaque siphon pour retenir les eaux d'extinction dans la rétention. L'évaluation du volume de rétention selon la méthodologie prescrite (D9a) doit être fournie. Ainsi qu'une représentation sur plan, de la localisation des volumes de rétention des eaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : IMPLANTATION. - AMÉNAGEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitation Galva hild est imbriquée avec l'entreprise T.E.H. Les moyens incendies sont mutualisés entre ces deux entreprises. Les moyens incendies de l'exploitation sont composés d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, de puits d'aspiration et de poteaux incendie. Les extincteurs sont de type ABC, AB ou encre CO2, qui semblent adaptés aux besoins. Le dernier contrôle périodique a été effectué le 21 décembre 2021. Le rapport relève des traces de rouille sur un extincteur. Quatre puits d'aspiration et trois poteaux incendie quadrillent l'exploitation. Il a été demandé à l'exploitant de mesurer les débits disponibles des poteaux et des puits. Des mesures ont été effectuées le 5 mars 2020 sur les poteaux publics en périphérie de l'exploitation. Les mesures concernant les poteaux incendies et les puits d'aspiration privés n'ont pas été fournies. Ceci constitue une non-conformité. Les mesures des poteaux privés et des puits d'aspiration de l'exploitation sont à fournir à l'inspection des installations classées sous un délai de deux mois. Les débits mesurés sont à mettre en perspective par rapport aux besoins en eau d'extinction de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription